

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1019

23 avril 2014

SOMMAIRE

Arnam S.à r.l.	48898	Europa Presov Park S.à r.l.	48870
BBH Luxembourg Funds	48867	Global Impact Funds S.C.A., SICAR	48887
Bridinvest S.A.	48869	H.O.T. (Luxembourg) S.à r.l.	48912
Brilli Invest S.A.	48867	Immoproperties S.A.	48871
Cameron Rand Associates S.A.	48867	Insel Georgian S.à r.l.	48871
Cameros Sicav	48866	IPEF III Holdings N° 11 S.A.	48872
Cauvin Strategies S.A.	48868	Janus Technologies S. à r.l.	48871
CCTV PRO S.à r.l.	48867	Jotabe S.A.	48871
Chanel S.à r.l.	48898	Jutland Retail	48871
Cobelfret Waterways S.A.	48868	Kompass Wohnen S.à r.l.	48872
Defi Project S.A.	48883	KW S.à r.l.	48872
Defi Project S.à r.l.	48883	Life Sciences Investments S.A.	48870
Delos S.à r.l.	48869	Luxstream I S.A.	48898
Digipay Group S.A.	48869	Rasgor S.A.	48872
DolphinLux 1 S.à r.l.	48868	Ravago LM S.A.	48902
DolphinLux 2 S.à r.l.	48869	Rezo Finance S.A.	48872
DWS Investment S.A.	48910	Roambizz International S.à r.l.	48872
EcotecWorld Environmental Products S.à r.l.	48868	Spinosa S.à r.l.	48910
Einer Energy Holding S.à r.l.	48870	Tenaris Investments S.à r.l.	48866
Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l.	48876	Terryglas S.à r.l.	48866
Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l.	48873	Thirteen Rose S.à r.l.	48866

Tenaris Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 154.302.

1. *Extrait des résolutions du Conseil de Gérance de Tenaris Investments S.à.r.l. du 20 février 2014:*

- Cessation de fonctions de Monsieur Stefano Bassi né à Alzano -Lombardo, Italie, le 20 avril 1972, résidant professionnellement au 29, Avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Remplacé par:

- Monsieur Juan Pablo Pandolfi, né à Buenos Aires, Argentine, le 24 novembre 1972, résidant professionnellement au 29, Avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Certifié sincère et conforme

Pour Tenaris Investments s.à.r.l

Adélia Soares

Référence de publication: 2014031421/17.

(140034749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Terryglas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 162.790.

En date du 19 Février 2013, l'Associé Unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. La démission de M. SALVATORE DELLE CAVE, en tant que gérant de la Société est acceptée avec effet immédiat;
2. M. GIUSEPPE CIPRIANI, né le 9 Juin 1965 à Venezia (Italie) avec adresse professionnelle au 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg est élu nouveau gérant de classe A de la Société;
3. M. ALDO SAVI, a changé l'adresse professionnelle. La nouvelle adresse est: 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014031424/15.

(140033669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Thirteen Rose S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 179.044.

Par résolutions signées en date du 7 février 2014, le gérant unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 février 2014.

Référence de publication: 2014031426/12.

(140034216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Cameros Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 48.766.

Monsieur Frédéric Fasel démissionne en date du 17 février 2014.

Monsieur Pascal Chauvaux démissionne en date du 17 février 2014.

Monsieur Jean-François Pierrard démissionne en date du 17 février 2014.

Référence de publication: 2014031615/10.

(140035119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

BBH Luxembourg Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.956.

—
Suite à l'assemblée générale ordinaire du 21 février 2014, les actionnaires de la société 'BBH Luxembourg Funds' ont décidé:

de renouveler le mandat d'Administrateur de Matthew Ives, Radford Klotz, Henry Kelly, Geoffrey Cook, John Gehret, et Alan O'Sullivan pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015;

et de renouveler le mandat de Deloitte Audit S. à r.l. en leur fonction de réviseur d'entreprise de la société pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014031583/15.

(140035468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Brilli Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 38, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 143.004.

—
Extrait de la décision du 26 février 2014

L'actionnaire unique de la société décide de transférer avec effet immédiat, le siège social du 36, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette au:

- 38, rue Emile Mayrisch à L-4240 Esch-sur-Alzette.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014031596/14.

(140035060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

CCTV PRO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4515 Differdange, 16, rue Zenon Bernard.

R.C.S. Luxembourg B 164.989.

—
Décision Collective Ordinaire tenue le 25 février 2014

Résolutions

Les associés décident de transférer le siège social de la société du 28a rue des Ecoles L-4551 NIEDERKORN (DIFFERDANGE) au 16, Rue Zenon Bernard L-4515 DIFFERDANGE.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031622/12.

(140035585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Cameron Rand Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 79.414.

—
EXTRAIT

Il résulte de la lettre recommandée du 26 février 2014 que la société Kohnen & Associés S.à r.l. a démissionné de son poste de commissaire aux comptes avec effet rétroactif au 20 mai 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014031614/13.

(140035607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Cauvin Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 112.761.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 30 décembre 2013

Démission de Madame Sandrine Roux en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Un Administrateur

Référence de publication: 2014031619/11.

(140035058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Cobelfret Waterways S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 92.721.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Particulière du 25 février 2014

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Michel Cigrang, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / J. Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014031632/14.

(140035278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

EcotecWorld Environmental Products S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 181.750.

—
Extrait des résolutions prises lors du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire au siège social le 04 février 2014:

- 1) L'Assemblée décide d'augmenter le nombre de gérants de la société de 2 à 3.
- 2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction de gérant de la société avec effet immédiat pour une période indéterminée:
 - Monsieur Johny SILVA FONSECA, né le 13 Août 1992 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 5-11, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ecotec World Environmental Products S.à r.l.

Référence de publication: 2014031663/17.

(140035105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

DolphinLux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 132.289.

—
EXTRAIT

Esbelta DE FREITAS a démissionné de ses fonctions de gérant B de la Société avec effet au 14 février 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOLPHINLUX 1 SARL

Référence de publication: 2014031645/12.

(140035724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

DolphinLux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 132.290.

—
EXTRAIT

Esbelta DE FREITAS a démissionné de ses fonctions de gérant B de la Société avec effet au 14 février 2014.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOLPHINLUX 2 SARL

Référence de publication: 2014031646/12.

(140035731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Delos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 183.821.

—
Il est porté à la connaissance de qui de droit que, l'associé unique de la société Delos S.à r.l. à savoir Intertrust Luxembourg S.A., ayant son siège social à boulevard Grande-Duchesse Charlotte, 65 L-1331 Luxembourg, a cédé (sur base d'une convention de cession) la totalité des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à W-Conseil S.à r.l., une société établie à Luxembourg ayant son siège social à 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014031640/13.

(140035126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Digipay Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 154.959.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031654/9.

(140035174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Bridinvest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 61.864.

—
Il résulte des résolutions de l'assemblée générale annuelle des associés tenue en date du 25 février 2014 de la Société que les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement des mandats des administrateurs suivants avec effet à partir du 25 février 2014 et pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014:

- Madame Gwenaëlle Cousin avec adresse au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
- Monsieur Jacob Mudde avec adresse au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
- Monsieur Michel Delrue, avec adresse au 4, rue Firmin-Massot, CH-1206 Genève, Suisse.
- Monsieur Gérald Calame, avec adresse au 18, Place Chauderon, CH-1003 Lausanne, Suisse.

2. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014:

- L'Alliance Révision SARL, avec siège social au 1, Rue des Glacis, L - 1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014031595/20.

(140035359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Einer Energy Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 225.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 154.341.

—
Extrait des décisions des associés de la société prises en date du 31 janvier 2014

Les associés ont unanimement décidé d'acter la démission de Monsieur Aleksander Lubawin, né le 27 mars 1970 à Leningrad, Russie, résidant au 24, Feldhof, CH-6300 Zug, Suisse, de son mandat de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 janvier 2014.

Les associés ont unanimement décidé de nommer Monsieur Constantin Lutsenko, né le 2 mai 1962 en Ukraine, résidant au 101 Warren Street, Apartment 590, New York, NY, 10007, United States of America, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société, en remplacement de Monsieur Aleksander Lubawin, avec effet au 31 janvier 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour Einer Energy Holding S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014031665/19.

(140035405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Europa Presov Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 150.100,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 114.226.

—
Résumé des résolutions prises par l'assemblée générale des associés tenue au siège social de la Société en date du 31 janvier 2014

L'Assemblée a décidé de:

1. prendre acte et accepter la démission de Madame Monika Mattova en tant que gérant de catégorie C de la Société, avec effet en date du 31 janvier 2014; et

2. élire Madame Maud Martin, demeurant professionnellement au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, aux fonctions de gérant de catégorie C pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014031670/18.

(140035133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Life Sciences Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 165.642.

—
L'assemblée générale ordinaire du 20 février 2014 a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration de coopter, avec effet au 28 décembre 2012, Madame Pilar SANROMA-VIRGILI au poste d'administrateur de catégorie A, en remplacement de Monsieur Joan SANROMA.

Le mandat de l'administrateur, définitivement élu, prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Pour: LIFE SCIENCES INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Experta Luxembourg

Société Anonyme

Aurélié Katola / Christine Racot

Référence de publication: 2014031820/17.

(140035069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Immoproperties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 70.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031773/9.

(140035605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Insel Georgian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 151.392.

Il est à noter que TMF Luxembourg S.A. ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg a démissionné de sa fonction de domiciliataire avec effet au 24 février 2014 de la Société Insel Georgian S.à r.l., sise au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-151392.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014031768/16.

(140035163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Jotabe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 160.066.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014031795/10.

(140035738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Jutland Retail, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 137.732.

Les comptes annuels au 30 Novembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Jutland Retail S.A.

Référence de publication: 2014031791/10.

(140035766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Janus Technologies S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 139.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031789/9.

(140035207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

IPEF III Holdings N° 11 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 78.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031785/9.

(140035187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

**KW S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation,
(anc. Kompass Wohnen S.à r.l.).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 145.663.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date 26 septembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 28 octobre 2013.

Référence de publication: 2014031808/11.

(140035494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Rezo Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 162.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014031923/9.

(140035621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Rasgor S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 16, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 79.352.

EXTRAIT

Il résulte de la lettre recommandée du 26 février 2014 que la société Kohnen & Associés S.à r.l. a démissionné de son poste de commissaire aux comptes avec effet rétroactif au 20 octobre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014031918/13.

(140035608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Roambizz International S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 122.499.

Le siège social de la société Roambizz International Sàrl est fixé à 117 Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, depuis le 1^{er} juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014031916/12.

(140035532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 184.875.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the second day of January.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing at Rambouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

“Eurofin Strongeagle Mozambique Fund” a société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares, in the process of being registered with the R.C.S. Luxembourg, with its registered office at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, duly represented

here “ad hoc” represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The appearing party, as represented, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company, (société à responsabilité limitée), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws in force, namely the Companies’ Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company’s name is Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving there from or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company’s nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at seventeen five hundred (17,500.-) USD represented by one hundred seventy five (175) share quotas of one hundred (100.-) USD each.

When and as long as all the share quotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders’ meeting are not applicable.

The company may acquire its own share quotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The sharequotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share quota. If a share quota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share quota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting right attached to the share quotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of share quotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders’ meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of share

quotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the share quotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the Class A and manager(s) of the Class B.

The mandate of manager is entrusted to him/her/them until his/her/their dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties by the joint signatures of a manager of the Class A together with a manager of the Class B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, each class being represented as well. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by telephone or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his/her function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The decisions of the shareholders are taken at general meetings of shareholders.

However, the holding of a general meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty five (25).

In such case, the board of managers can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, expressly drawn-up in writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax.

Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

If the Company has only one (1) shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder when the number of shareholders is reduced to one (1).

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the share quotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Subscription and payment

The one hundred seventy five (175) share quotas are all subscribed by the public limited company Eurofin Strongeagle Mozambique Fund GP, S.à r.l., pre-named.

The subscriber states and acknowledges that each share quota has been fully paid up in cash so that the amount of seventeen thousand five hundred (17,500.-) USD is from this day on at the free disposal of the corporation and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Transitory disposition

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2014.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand seven hundred euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital takes the following resolutions:

First resolution

- Mr. Fèmy Mouftaou, private employee, born on June 8, 1973 in Cotonou, Benin, residing professionally at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, is appointed as manager of Class A for an unlimited duration;
- Mrs Mylène Basso, private employee, born on July 7, 1970 in Hayange, France, residing professionally at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, is appointed as manager of Class A for an unlimited duration;

- Mr. James Edwards, private employee, born on May 31, 1964, residing professionally at Byron House, 7-9 St James's Street, London SW1A 1EE, United Kingdom, is appointed as manager of Class B for an unlimited duration.

The company is bound in all circumstances by the sole signature of the sole manager or by the joint signatures of a manager of the Class A together with a manager of the Class B.

Second resolution

The registered office of the company is established in L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

Statement and power

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg Law of 2010 on undertakings for collective investment as amended, and on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive registering or processing purposes, the translated version will be for the specified commitments only and the English version will always prevail.

Thus, the above appearing party, as represented hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to proceed to a free translation of the relevant articles concerning principally the object, the financial year and the power of signatures or representation of the company or any part as requested of this deed for registration, listing or filing purposes at the Luxembourg Companies' Register and to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the agent of the appearing parties, the latter signed together with Us, the undersigned notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 3 janvier 2014. Relation: RED/2014/82. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 28 février 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014032802/188.

(140037232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 184.875.

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de février.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Serge BERNARD, juriste, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire d'"Eurofin Strongeagle Mozambique Fund", une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société à commandite par actions, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, en vertu d'une procuration sous seing privé,

associée unique de la société "EUROFIN STRONGEAGLE L1 S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire (la "Société"), constituée suivant acte du Notaire soussigné, en date du 2 janvier 2014, numéro 1201 de son répertoire, enregistré à Redange/Attert le 3 janvier 2014, Relation: RED/2014/82, non encore immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association (l'"Acte Notarié").

Ladite procuration est restée annexée à l'Acte Notarié.

Le comparant, en sa qualité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

- qu'il a été omis d'intégrer dans l'Acte Notarié la version en langue française des statuts de constitution de la Société;
- qu'une erreur de plume s'est glissée dans la dénomination de l'associée unique de la Société à la page 6 de l'Acte Notarié sous la souscription des parts sociales. La dénomination exacte de l'associée unique est Eurofin Strongeagle Mozambique Fund et non Eurofin Strongeagle Mozambique Fund GP, S.à r.l.;

- qu'en conséquence, l'Acte Notarié, incluant la version française de celui-ci, doit se lire comme suit:

"In the year two thousand and fourteen, on the second day of January.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing at Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

“THERE APPEARED:

“Eurofin Strongeagle Mozambique Fund” a société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé under the form of a partnership limited by shares, in the process of being registered with the R.C.S. Luxembourg, with its registered office at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, duly represented

here “ad hoc” represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The appearing party, as represented, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company, (société à responsabilité limitée), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws in force, namely the Companies’ Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company’s name is Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving there from or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company’s nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at seventeen five hundred (17,500.-) USD represented by one hundred seventy five (175) sharequotas of one hundred (100.-) USD each.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders’ meeting are not applicable.

The company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The sharequotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per sharequota. If a sharequota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting right attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders’ meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders’ meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the Class A and manager(s) of the Class B.

The mandate of manager is entrusted to him/her/them until his/her/their dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties by the joint signatures of a manager of the Class A together with a manager of the Class B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, each class being represented as well. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by telephone or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his/her function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The decisions of the shareholders are taken at general meetings of shareholders.

However, the holding of a general meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five (25).

In such case, the board of managers can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, expressly drawn-up in writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax.

Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

If the Company has only one (1) shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as

amended. As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder when the number of shareholders is reduced to one (1).

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Subscription and payment

The one hundred seventy five (175) sharequotas are all subscribed by the public limited company Eurofin Strongeagle Mozambique Fund, pre-named.

The subscriber states and acknowledges that each sharequota has been fully paid up in cash so that the amount of seventeen thousand five hundred (17,500.-) USD is from this day on at the free disposal of the corporation and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Transitory disposition

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2014.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand seven hundred euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital takes the following resolutions:

First resolution

- Mr. Fèmy Mouftaou, private employee, born on June 8, 1973 in Cotonou, Benin, residing professionally at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, is appointed as manager of Class A for an unlimited duration;
- Mrs Mylène Basso, private employee, born on July 7, 1970 in Hayange, France, residing professionally at L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, is appointed as manager of Class A for an unlimited duration;
- Mr. James Edwards, private employee, born on May 31, 1964, residing professionally at Byron House, 7-9 St James's Street, London SW1A 1EE, United Kingdom, is appointed as manager of Class B for an unlimited duration.

The company is bound in all circumstances by the sole signature of the sole manager or by the joint signatures of a manager of the Class A together with a manager of the Class B.

Second resolution

The registered office of the company is established in L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

Statement and power

The undersigned notary who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English version will always prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the agent of the appearing parties, the latter signed together with Us, the undersigned notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la version française du texte qui précède:

En l'an deux mille quatorze, le deuxième jour de janvier.

Par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambouch (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Eurofin Strongeagle Mozambique Fund, la société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous forme d'une société à commandite par actions, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, dûment représentée, par Monsieur Serge BERNARD, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. La dénomination de la société est Eurofin Strongeagle L1 S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la société est l'acquisition, la gestion, le développement et la disposition de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères. La société peut également contracter des prêts et accorder tout type d'aide, prêts, avances et garanties à des tiers dans lesquels elle a des participations directes ou indirectes ou qui sont membres du même groupe.

La société peut ouvrir des branches au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

De plus, la société peut acquérir ou disposer de tout type de titres par voie de souscription, de rachat, d'échange, de vente ou autre.

Elle peut également acquérir, développer ou disposer de brevets et de licences, aussi bien que de droits.

De plus, la société peut acquérir, gérer, améliorer et disposer d'immobilier situé au Luxembourg ou à l'étranger.

En général, la société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, tant dans le domaine des titres ou de l'immobilier, dans les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à dix-sept mille cinq cents (17.500,-) USD, représenté par cent soixante-quinze (175) parts sociales de cent (100,-) USD chacune.

Tant et aussi longtemps que les parts sociales sont détenues par une seule personne, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ou supplée sont applicables, toute décision de l'associé unique ainsi que tout contrat entre ce dernier et la société devront être minuté par écrit et les provisions concernant l'assemblée générale des associés ne s'appliquent pas.

La société peut acquérir ses propres parts sociales à condition qu'elles soient annulées et que le capital soit réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles au regard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul associé par part sociale. Si une part sociale est détenue par plusieurs associés, la société a le droit de suspendre les droits y liés jusqu'à ce qu'un seul associé ait été désigné comme étant le propriétaire de cette part sociale. La même chose s'applique en cas de conflit

entre l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur dont la dette est rattachée à un nantissement et à son créancier. Néanmoins, le droit de vote attaché à la part sociale rattaché à l'usufruit est exercé par l'usufruitier seulement.

Art. 8. Le transfert de parts sociales enter vivos à d'autres associés ou à des tiers est conditionnel à l'approbation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Le transfert de parts sociales motis causa à d'autres associés ou à des tiers est conditionnel à l'approbation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quart du capital social appartenant aux survivants.

Cette approbation n'est pas nécessaire quand les parts sociales sont transférées aux héritiers ayant droits légaux ou au conjoint survivant. Si le transfert n'est pas approuvé dans les deux autres cas, les associés restant ont un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant de la société.

Chaque droit de préemption non exercé entre en vigueur à l'avantage proportionnellement des autres associés pour une durée de trois mois après le refus. Si le droit de préemption n'est pas exercé, l'offre de transfert initiale est automatiquement approuvée.

Art. 9. Outre sa contribution au capital social, chaque associé peut, suite à l'approbation des autres associés, faire une avance en monnaie à la société. Les avances seront enregistrées sur un compte courant spécifique entre l'associé ayant fait l'avance et la société.

L'avance monétaire faite par un associé telle que décrite par cet article ne doit pas être considérée comme contribution additionnelle et l'associé sera reconnu comme créancier de la société pour le montant avancé et les intérêts porteurs.

Art. 10. La mort, la banqueroute ou l'insolvabilité d'un associé ne mettra pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société survivra entre ses héritiers légaux et associés restants.

Art. 11. Les créanciers, assignés et héritiers des associés ne peuvent ni, pour quelque raison que ce soit bloquer des actifs ou des documents de la société ni interférer de quelque manière que ce soit dans la gestion de la société. Ils doivent se référer aux inventaires de la société.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance, composé de gérant de classe A et de classe B.

Le mandat de gérant est confié à une personne jusqu'à son renvoi ad nutum par l'assemblée générale des associés par une majorité des votes.

En cas de gérant unique, le gérant unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement représentée à l'égard des tiers par la signature unique du gérant unique.

En cas de pluralité de gérant, la société sera valablement représenté à l'égard des tiers par la signature conjointe d'un géant de classe A et d'un gérant de classe B.

Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, chaque classe devant être représentée. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à un conseil. Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléphone ou conférence vidéo ou tout autre moyen de télécommunication, permettant aux participants à une telle réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à la réunion.

Le conseil de gérance peut, unanimement, passer des résolutions par voie circulaire exprimant son approbation par écrit, par câble, télégram, telex ou facsimilé ou tout autre moyens de communication, devant être confirmé par écrit. La totalité des signatures formera le procès-verbal donnant la preuve des résolutions prises.

Le gérant unique ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus larges pour signer des transactions et pour représenter la société par devant et hors tribunal.

Le gérant ou le conseil de gérance peut nommer des représentants de la société, qui auront le pouvoir de lier la société par leur(s) seule(s) signature(s) mais uniquement dans la limite de leurs pouvoirs.

Art. 13. Aucun gérant ne rentre dans des obligations personnelles de par sa fonction et en respect des engagements pris au nom de la société; an tant qu'agent, le gérant est responsable de la réalisation de son mandat.

Art. 14. Les résolutions collectives sont valablement prises si elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Néanmoins, les décisions amendant les statuts peuvent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Des dividendes intérimaires peuvent être attribués sous les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont préparés sur base trimestrielle ou biannuelle;
- Les comptes doivent montrer un profit suffisant incluant les profits/pertes à reporter;
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Les décisions des associés sont prises lors d'assemblée générale des associés.

Cependant, la tenue d'une assemble générale n'est pas obligatoire tant que le nombre d'associés est inférieur à vingt-cinq (25).

Dans ce cas, le conseil de gérance peut décider que chaque associé devra recevoir le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, exclusivement par écrit, transmis par courrier ordinaire, courriel ou fax.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives sans tenir compte du nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a droit à autant de votes qu'il a de parts sociales.

Les décisions collectives ne sont valables que si elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

La modification des articles des statuts requiert l'approbation de (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si la société n'a qu'un seul associé, l'associé unique exerce le droit et le pouvoir évolue à l'assemblée générale des associés sous les provisions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

En conséquence de ce qui précède, toute décision qui excède les pouvoirs des gérants est prise par l'associé unique quand le nombre est réduit à un (1).

Art. 16. L'année fiscale de la société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, au 31 décembre, la gérance préparera les comptes annuels et les soumettront aux associés.

Art. 17. Chaque associé peut inspecter les comptes annuels au siège social de la société pendant les quinze jours précédents leur approbation.

Art. 18. Le solde créditeur du compte de résultats, après déduction des dépenses générales, des charges sociales, des amortissements et des provisions représente le bénéfice net de la société. Chaque année cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront déduits et ajoutés à la réserve légale. Cette retenue et les provisions cesseront d'être obligatoires quand la réserve légale s'élèvera à dix pour cent (10%) du capital social mais seront de mises jusqu'à complète reconstitution de la réserve si celle-ci devenait inférieure à 10% du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Dans le cas de la dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera réalisée par la gérance ou toute autre personne nommée par les associés.

A la clôture de la liquidation, les biens de la société seront distribués entre les associés proportionnellement à leur participation.

Les pertes seront proportionnées de la même façon, à condition toutefois qu'aucun associé ne soit obligé de faire un paiement supérieur à sa contribution.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément aux lois en vigueur.

Art. 21. En cas de litiges pendant la liquidation de la société, entre les actionnaires eux-mêmes ou entre la gérance et la société, l'arbitrage du ou des litiges, quelle qu'en soit la cause, sera effectuée en conformité avec les procédures civiles.

Souscription et paiement

Les cent soixante-quinze parts sociales sont souscrites par la société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous forme d'une société à commandite par actions, Eurofin Strongeagle Mozambique Fund, prémentionnée.

Le souscripteur stipule et reconnaît que chaque part sociale a été entièrement payée en numéraire et que le montant de dix-sept mille cinq cents (17.500,-) USD est à partir de ce jour à la libre disposition de la société et la preuve en a été faite au notaire soussigné que l'atteste.

Disposition transitoire

La première année fiscal débute en ce jour et se terminera au 31 décembre 2014.

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces, en relation avec la constitution de la société, sont estimés à environ mille sept cents Euros.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique représentant l'entière du capital social, prend les décisions suivantes:

Première résolution

- M. Fèmy Mouftaou, employé privé, né le 8 juin 1973 à Cotonou, Benin, résidant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, est nommé gérant de classe A pour une durée illimitée;

- Mme Mylène Basso, employée privée, née le 7 juillet 1970 à Hayange, France, résidant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire, est nommée gérante de classe A pour une durée illimitée;

- M. James Edwards, employé privé, né le 31 mai 1964 à Neuilly sur Seine, France, résidant professionnellement à Byron House, 7-9 St James's Street, London SW1A 1EE, Royaume Uni, est nommé gérant de classe B pour une période illimitée.

La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est établi à L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'Anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.»

Lequel comparant, agissant en sa susdite qualité, déclare que tous les autres articles et rubriques dudit acte de constitution restent inchangés et il prie le notaire de faire mention du présent acte rectificatif et complémentaire partout où besoin sera.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au comparant, agissant en sa susdite qualité, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 14 février 2014. Relation: RED/2014/358. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 28 février 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014032803/371.

(140037232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

**Defi Project S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Defi Project S.A.).**

Siège social: L-4930 Bascharage, 12, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 166.512.

L'an deux mille quatorze.

Le six mars.

Pardevant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DEFI PROJECT S.A., avec siège sociale à L-4930 Bascharage, 12, Boulevard J.F. Kennedy, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 166.512 (NIN 2012 2200 621),

constituée suivant acte reçu par le notaire Blanche MOUTRIER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 25 janvier 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 661 du 13 mars 2012, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Blanche MOUTRIER en date du 3 juillet 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1897 du 31 juillet 2012,

au capital social de trente-deux mille cinq cents Euros (EUR 32.500.-), représenté par trois mille deux cent cinquante (3.250) actions sans désignation de valeur nominale.

L'assemblée est présidée par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Mariette SCHOU, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau ayant ainsi été constitué, Madame le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".

2.- Changement de la raison sociale de la société en DEFI PROJECT S.à r.l..

3.- Constatation que le capital social a été libéré à hauteur de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-).

4.- Reformulation dans le cadre de la refonte des statuts, de l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- le conseil en immobilier, la négociation, la recherche et l'apport d'affaires commerciales, l'apport de projets immobiliers;

- l'acquisition, l'achat, la location et la vente de tous matériels, mobiliers, matières premières ou produits quelconques, la mise à disposition de collaborateurs qualifiés de toutes catégories pour le commerce;

- et plus généralement toutes activités commerciales ou financières, mobilières, ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes;

- l'exploitation, la prise de gérance de tous fonds de commerce ou industries, la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à son objet social, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation."

5.- Acceptation de la démission de tous les administrateurs et de l'administrateur-délégué actuellement en fonction avec décharge pour l'exécution de leur mandat.

6.- Acceptation de la démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction avec décharge pour l'exécution de son mandat.

7.- Refonte complète des statuts pour les adapter à la loi luxembourgeoise sur les "sociétés à responsabilité limitée".

8.- Nomination d'un ou de plusieurs gérant(s) et détermination de ses (leurs) pouvoirs.

II.- Que les actionnaires présents ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qu'il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée.

III.- Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de transformer les actions en parts sociales.

Par cette transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée. La société à responsabilité limitée est la continuation de la société anonyme telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de cette société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de changer la raison sociale de la société en DEFI PROJECT S.à r.l..

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que le capital social a été libéré à hauteur de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par les pièces justificatives afférentes.

L'assemblée générale décharge les actionnaires de leur obligation de libérer l'intégralité du capital actuel de la société étant donné qu'il est projeté, dans le cadre de la transformation de la société en une société à responsabilité limitée, de le ramener au montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-).

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide, dans le cadre de la refonte des statuts, de reformuler l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- le conseil en immobilier, la négociation, la recherche et l'apport d'affaires commerciales, l'apport de projets immobiliers;

- l'acquisition, l'achat, la location et la vente de tous matériels, mobiliers, matières premières ou produits quelconques, la mise à disposition de collaborateurs qualifiés de toutes catégories pour le commerce;

- et plus généralement toutes activités commerciales ou financières, mobilières, ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes;

- l'exploitation, la prise de gérance de tous fonds de commerce ou industries, la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à son objet social, notamment par voie

de création de société nouvelle, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et de l'administrateur-délégué actuellement en fonction et leur accorde décharge pour l'exécution de leur mandat.

Sixième résolution

L'assemblée générale accepte la démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier les statuts de la société afin de les adapter à la loi luxembourgeoise sur les "sociétés à responsabilité limitée" et de leur donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 telles qu'elles ont été modifiées et par les présents statuts.

La société peut avoir un associé unique ou plusieurs associés. L'associé unique peut s'adjoindre à tout moment un ou plusieurs coassociés, et de même les futurs associés peuvent prendre les mesures tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- le conseil en immobilier, la négociation, la recherche et l'apport d'affaires commerciales, l'apport de projets immobiliers;
- l'acquisition, l'achat, la location et la vente de tous matériels, mobiliers, matières premières ou produits quelconques, la mise à disposition de collaborateurs qualifiés de toutes catégories pour le commerce;
- et plus généralement toutes activités commerciales ou financières, mobilières, ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes;
- l'exploitation, la prise de gérance de tous fonds de commerce ou industries, la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à son objet social, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de DEFI PROJECT S.à r.l..

Art. 5. Le siège social est établi à Bascharage.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'une décision de l'associé unique ou du consentement des associés en cas de pluralité d'eux.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-), représenté par trois mille deux cent cinquante (3.250) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Dans le cas de l'alinéa 2 le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant et, pour autant que les statuts le prévoient, aux autres héritiers légaux.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles qui n'ont pas été agréés et qui n'ont pas trouvé un cessionnaire réunissant les conditions requises, peuvent provoquer la dissolution anticipée de la société, trois mois après une mise en demeure signifiée aux gérants par exploit d'huissier et notifiée aux associés par pli recommandé à la poste.

Toutefois, pendant le dit délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, sous réserve de la prescription de la dernière phrase de l'art. 199, soit par un tiers agréé par eux, soit par la société elle-même, lorsqu'elle remplit les conditions exigées pour l'acquisition par une société de ses propres titres.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'art. 1690 du Code civil.

Art. 10. Le décès de l'associé unique ou de l'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne met pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers de l'associé unique ou d'un des associés, en cas de pluralité d'eux, ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique visées à l'alinéa qui précède sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou par les associés en cas de pluralité d'eux, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

Huitième résolution

Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Charles MICHAUX, retraité, né à Ottange (France), le 31 décembre 1940, demeurant à F-54400 Cosnes-et-Romain, 117, rue de Lorraine.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Attribution des parts sociales

Les trois mille deux cent cinquante (3.250) parts sociales sont attribuées comme suit:

1.- Monsieur Charles MICHAUX, retraité, demeurant à F-54400 Cosnes-et-Romain, 117, rue de Lorraine, mille six cent onze parts sociales	1.611
2.- Monsieur Ali KACEMI, commerçant, demeurant à L-3441 Dudelange, 81, avenue Grande-Duchesse Charlotte, mille six cent neuf parts sociales	1.609
3.- Monsieur Joseph TOSCANO, gérant de société, demeurant à F-54400 Longwy-Bas, 6, rue Emile Thomas, trente parts sociales	<u>30</u>
Total: trois mille deux cent cinquante parts sociales	3.250

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Madame le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 mars 2014. Relation: ECH/2014/476. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014038734/213.

(140044740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Global Impact Funds S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 186.221.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the second day of April.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) Global Impact Funds Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and not yet registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary of this day (the "General Partner"),

here represented by Maître Jean-Florent Richard, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 2 April 2014;

2) GAWA Capital Partners, S.L., a private limited liability company (sociedad limitada) duly incorporated under the laws of Spain, with registered office at Calle Claudio Coello 101 - 4ºD, 28006 Madrid, Spain and registered with the Registrador Mercantil de Madrid under hoja M-462163, inscripción 1^a, folio 117, tomo 25.645, sección 8^a,

here represented by Maître Jean-Florent Richard, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31 March 2014;

The said proxies initialled ne varietur by the appearing parties and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR), which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement en capital à risque under the name of "Global Impact Funds S.C.A., SICAR" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning of article 1 of the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as such law may be amended or supplemented from time to time (the "Law of 15 June 2004").

The Company may also invest the funds available to it in any other assets permitted by law and consistent with its purpose.

Furthermore, the Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the Law of 15 June 2004.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum capital of the Company can not be lower than the level provided for by the Law of 15 June 2004. Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as an investment company in risk capital under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Company was thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) partially paid-up to 5% represented by one (1) general partner share subscribed by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (associé-gérant commandité) of the Company and thirty (30) ordinary shares subscribed by limited shareholders.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Euro (EUR).

Art. 6. Capital Variation. The Company's share capital shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-Funds. The General Partner may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a fully segregated compartment in accordance with article 3 of the Law of 15 June 2004 (hereinafter referred to as a "Sub-Fund") and in such cases, the placement memorandum of the Company will be amended accordingly. In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of Shares. The shares of the Company may be issued in registered form.

All shares of the Company shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of Shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of article 2 of the Law of 15 June 2004 and as the case may be who also comply with any additional eligibility criteria be as further described in the placement memorandum of the Company and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law or as the case may be also comply with the additional eligibility criteria provided for in the placement memorandum of the Company.

In addition to the one general partner share subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, for the Company or for each Sub-Fund, to be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires).

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required, their specific distribution rights or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. Within each class, there may be capitalization share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the placement memorandum of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 15 June 2004, the General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (i.e. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the placement memorandum of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 15 June 2004, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the placement memorandum of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept, collect and/or verify subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets shall be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor as the case may be, in compliance with the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

Art. 11. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the placement memorandum of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 15 June 2004 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if, in respect of a specific Sub-Fund or class with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a defined number of shares, a defined amount or a defined liquidity threshold as the General Partner shall determine from time to time as provided for in the placement memorandum of the Company, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company and its shareholders. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitations of the Ownership of Shares" herein.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and having regards to the interest of the other shareholders of the Company as a whole or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of his commitment agreement or otherwise, direct or indirect interests in ordinary shares or their present or future economic value held by such shareholder may only be directly or indirectly transferred, pledged or assigned, to an well-informed investor within the meaning of article 2 of the Law of 15 June 2004, with the prior written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of ordinary shares

is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the commitment agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the General Partner for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the placement memorandum of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorized, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares when it appears that such issue might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorized to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorized to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the General Partner shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the close of business of that day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the financial and legal records of the Company;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the placement memorandum of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The Company's assets shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;

- all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);

- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;

- the Company's or relevant Sub-Fund's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- the Company's or relevant Sub-Fund's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;

- all other assets whatever their nature, compatible with the provisions of the Law of 15 June 2004.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued on the Valuation Day and any other provisions authorized or approved by the General Partner;

- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with and fees payable to, its investment advisers(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or the preparation and printing of placement memorandum of the Company, explanatory memoranda, registration statements and financial reports) and other operating expenses (such as share certificates); the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the placement memorandum of the Company;

- the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation on a consistent basis if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the generally accepted accounting principles in Luxembourg.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all of its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final, conclusively and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds or, if the amounts so justify, in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares (if any), for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested.

In the event of exceptional circumstances that may adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the net asset value of the shares in a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares (if any with respect to specific Sub-Funds in the placement memorandum), if any application for redemption or conversion (if any) is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that not more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares (if any), shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares (if any). This notification will be sent by telex, facsimile, e-mail or registered mail at the sole discretion of the Company.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and management of the company

Art. 18. General Partner - Dealing with third parties. The Company shall be managed by "Global Impact Funds Management S.à r.l." in its capacity as general partner of the Company (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner").

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The General Partner may be removed and replaced without cause at any time by the general meeting of shareholders with the approval of a qualified majority representing at least eighty percent (80) percent of all outstanding shares, without the approval of the General Partner to be removed being necessary.

The General Partner may be removed and replaced under circumstances described in the placement memorandum of the Company by the general meeting of shareholders with the approval of a qualified majority representing at least sixty seven (67) percent of all outstanding shares, without the approval of the General Partner to be removed being necessary.

Further to the removal of the General Partner, the general meeting of shareholders shall simultaneously adopt a resolution with respect to the appointment of a new general partner subject to (i) the quorum and majority requirements necessary for amending the articles of incorporation and (ii) the prior approval of the CSSF, without the approval of the revoked General Partner being necessary.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the articles of incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the General Partner or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the General Partner within the limits of such delegation.

Art. 19. Powers of the General Partner. The General Partner shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the placement memorandum of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

The General Partner may set up special committees, such as an investment committee and an advisory committee, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s). Such committees shall have the powers and shall be governed by the rules as set out in the placement memorandum of the Company.

Art. 20. Liability. The holders of ordinary shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 21. Conflict of Interest. The Company is, in accordance with the Law of 15 June 2004 and the provisions below, structured and organised in such a way as to minimise the risk of shareholders' interests being prejudiced by conflicts of interest between the Company and, as the case may be, each person participating in the activities of the Company or being directly or indirectly related to the Company. The conflicts of interest policy of the Company is more fully described in the placement memorandum of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business subject to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 22. Indemnification. The General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner as well as affiliates of the General Partner involved in the management of the affairs of the Company ("Indemnified Persons") will be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 23. General meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 2:00pm on the last Friday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next banking day. The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the

shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

Notwithstanding the above provisions, any resolution of a meeting of shareholders to the effect of voluntarily repealing the SICAR status pursuant to the Law of 15 June 2004 shall be passed with the unanimous vote of all shareholders of the Company subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 24. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares. The provisions of article 24 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote validly cast by the shareholders present or represented.

Art. 25. Termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. The general meeting of shareholders of each Sub-Fund may decide to transfer all of the assets of such Sub-Fund to, or amalgamate all of the shares of such Sub-Fund with, another existing Sub-Fund within the Company, or to another investment company in risk capital under the provisions of the Law of 15 June 2004, or to another sub-fund thereof (the "new sub-fund") in accordance with applicable law, and re-designate the shares of such Sub-Fund as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to the shareholders of such Sub-Fund).

Such transfer/amalgamation of a Sub-Fund to another existing Sub-Fund within the Company, or to a another investment company in risk capital under the provisions of the Law of 15 June 2004 or to another sub-fund thereof, may only be initiated by a decision of the general meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned taken in relation to such transfer/amalgamation of a Sub-Fund passed with (i) a majority of not less than seventy five percent (75%) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at such meeting, (ii) a seventy five percent (75%) quorum requirement at the first general meeting called to consider a resolution or if such quorum requirements are not met at such first meeting, then with a fifty percent (50%) quorum requirement for any succeeding general meeting of shareholders called to consider such resolution and (iii) the consent of the General Partner.

In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of ordinary shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of ordinary shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 27. Distributions. The General Partner shall, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determine how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the principles set forth in the placement memorandum of the Company.

For any class of shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law and these articles of incorporation.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

The Company shall not make distributions, either by way of distribution of dividends or redemption of Shares (except in the event of compulsory redemption), in the event that the net assets of the Company would fall below the applicable legal threshold of one million Euros (€1,000,000.-).

Chapter VII - Auditor

Art. 28. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the shareholders’ general meeting, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 29. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 15 June 2004.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 15 June 2004.

If the depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 30. Winding-up - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter IX - General provisions

Art. 31. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the Law of 15 June 2004.

Subscription and payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Paid-in
1.- Global Impact Funds Management S.à r.l.	1 (one) general partner share	EUR 50.-
2.- GAWA Capital Partners, S.L.	thirty (30) ordinary shares	EUR 1,500.-

Upon incorporation, the general partner share and all ordinary shares were paid-up to 5%, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2014.

The first general annual meeting of shareholders shall be held on 26 June 2015. The first annual report of the Company will be prepared in respect of the financial year ending on 31 December 2014.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000..

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor for the Company shall be Deloitte Audit with registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2014.

Whereof this notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence; the said appearing persons signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: J.-F. RICHARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2014. Relation: LAC/2014/15773. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055311/621.

(140063579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Arnarn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 73.680.

Chanel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 143.555.

Luxstream I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe.

R.C.S. Luxembourg B 87.298.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of the month of April.

Before Me Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

1) ARNAM S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "RCS") under number B 73.680 and having a share capital of EUR 187,500,000, incorporated pursuant to a notarial deed of 30 December 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 237 of 29 March 2000 and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of 29 October 2013, published in the Mémorial, number 3181 of 13 December 2013 (hereafter the "Absorbing Company"), represented by

Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, pursuant to a proxy dated March 31, 2014, which shall be registered with the present deed;

2) CHANEL S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, and registered with the RCS under number B 143.555, having a share capital of EUR 312,500, incorporated pursuant to a notarial deed of 4 December 2008, published in the Mémorial, number 42 of 8 January 2009, and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of 30 March 2012, published in the Mémorial, number 956 of 13 April 2012 (hereafter “Chanel”) represented by Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, pursuant to a proxy dated March 31, 2014, which shall be registered with the present deed; and

3) Luxstream I S.A., a société anonyme, with registered office at 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, and registered with the RCS under number B 87.298, incorporated pursuant to a notarial deed of 25 April 2002, published in the Mémorial, number 1103 of 18 July 2002, and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of 11 October 2006, published in the Mémorial, number 1389 of 7 July 2007 (hereafter “Luxstream” and together with Chanel, the “Absorbed Companies” and the Absorbed Companies together with the Absorbing Company, the “Merging Companies”) represented by Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, pursuant to a proxy dated March 31, 2014, which shall be registered with the present deed.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to record the following merger proposal:

MERGER PROPOSAL

1) The Absorbing Company intends to merge with and to absorb the Absorbed Companies. In this respect, the board of managers of the Absorbing Company and the board of managers of Chanel and the board of directors of Luxstream approved the merger by acquisition (absorption) of the Absorbed Companies by the Absorbing Company.

2) The Absorbing Company holds all the shares in each of the Absorbed Companies.

Consequently, the merger will be accomplished pursuant to articles 278 and following of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”).

3) The merger shall become effective between the merging companies on the day on which a notary will certify that the conditions of article 279 of the Law have been fulfilled (provided that this day is at least 30 days after the date of publication of the present merger proposal in the Mémorial) (the “Effective Date”) and vis-à-vis third parties after the publication in accordance with article 9 of the Law of the notary certificate drawn up at the request of the Absorbing Company, recording that the conditions of article 279 of the Law are fulfilled.

4) For accounting purposes, all operations of the Absorbed Companies shall be considered as operations of the Absorbing Company as of the 1st January 2014.

5) None of the shareholders of the Merging Companies has any special rights and no securities other than shares (actions/parts sociales) are outstanding in the Merging Companies.

6) No special advantages are granted to the members of the boards or the auditors or experts (to the extent appointed) of the Merging Companies.

7) The shareholders of the Absorbing Company are entitled to inspect the documents specified under article 267 paragraph (1) a) and b) of the Law, namely, (i) the common draft terms of merger and (ii) to the extent applicable the annual accounts and the annual reports of the Merging Companies for the last three financial years, during a period of one month starting from the date of publication of the present deed in the Mémorial at the registered office of the Absorbing Company. On simple request any shareholder can obtain copies of these documents free of charge.

8) One or more shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the shares in the subscribed capital of the Absorbing Company are entitled during the period provided for under point 7) to require that a general meeting be called in order to decide whether or not to approve the merger. It is noted that on the date hereof the Absorbing Company has three shareholders.

9) Unless a contrary decision of a general meeting is made, the merger will, as set out before, become effective on the Effective Date and will ipso jure, as set out under article 274 of the Law and point 3) hereabove, subject to the exception under article 274 paragraph (1) b), have the following consequences:

a) the universal transfer, both as between each Absorbed Company and the Absorbing Company and vis-à-vis third parties, of all the assets and liabilities of such Absorbed Company to the Absorbing Company, in particular the real estate property which is located in the city of Luxembourg at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, owned by Luxstream, recorded in the land registry as follows:

Commune de Luxembourg, section HoF de Merl-Nord:

- Numéro 600/6093, lieu-dit “Bd Grande-Duchesse Charlotte”, place (occupée) bâtiment à habitation, d’une contenance de douze ares 40 centiares

- Numéro 601/6095, même lieu-dit, place, d’une contenance de quatre ares 95 centiares.

b) the Absorbed Companies shall cease to exist; and

c) the cancellation of the shares of the Absorbed Companies held by the Absorbing Company.

10) The articles of incorporation of the Absorbing Company will not be altered as a result of the merger. The share capital of the Absorbing Company will not be increased as a result of the merger.

11) The Absorbing Company shall proceed to all formalities necessary or useful in order to give effect to the merger and the universal transfers of all assets and liabilities of the Absorbed Companies.

12) The mandates of (i) the managers of Chanel and; (ii) the directors and the commissaries (supervisory auditor) of Luxstream shall end on the Effective Date.

13) The corporate documents relating to the Absorbed Companies will be kept at the registered office of the Absorbing Company for the period provided by law.

In accordance with the provisions of article 271 paragraph (2) of the Law, the undersigned notary certifies the lawfulness of the present merger proposal established in accordance with the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, the said proxyholder signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le seize avril.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) ARNAM S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi au 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après «RCS») sous le numéro B 73.680, dont le capital social s'élève à 187.500 EUR, constituée suivant acte notarié du 30 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 237 du 29 mars 2000, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 29 octobre 2013, publié au Mémorial, numéro 3181 du 13 décembre 2013 (ci-après la «Société Absorbante»), représentée par Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, avec adresse professionnelle au Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 mars 2014, laquelle sera enregistrée avec le présent acte;

2) CHANEL S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi au 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 143.555, dont le capital social s'élève à 312.500 EUR, constituée suivant acte notarié du 4 décembre 2008, publié au Mémorial numéro 42 du 8 janvier 2009, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné le 30 mars 2012, publié au Mémorial numéro 956 du 13 avril 2012 (ci-après «Chanel»), représentée par Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, en vertu d'une procuration datée du 31 mars 2014, laquelle sera enregistrée avec le présent acte; et

3) Luxstream I S.A., une société anonyme, dont le siège social est établi au 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS de Luxembourg sous le numéro B 87.298, constituée suivant acte notarié du 25 avril 2002, publié au Mémorial numéro 1103 du 18 juillet 2002, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 11 octobre 2006, publié au Mémorial numéro 1389 du 7 juillet 2007 (ci-après «Luxstream»), et ensemble avec Chanel, les «Sociétés Absorbées», et les Sociétés Absorbées ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»), représentée par Me Miriam Schinner, Rechtsanwältin, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 31 mars 2014, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

Les parties comparantes, représentées tel qu'indiqué ci-dessus, ont requis le notaire soussigné d'acter le projet de fusion suivant:

PROJET DE FUSION

1) La Société Absorbante a l'intention de fusionner par absorption avec les Sociétés Absorbées. Pour ce faire, le conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil de gérance de Chanel et le conseil d'administration de Luxstream ont approuvé la fusion par acquisition (absorption) des Sociétés Absorbées par la Société Absorbante.

2) La Société Absorbante détient l'intégralité des parts sociales dans chacune des Sociétés Absorbées.

Par conséquent, la fusion sera effectuée en vertu des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

3) La fusion prendra effet, entre les Sociétés Fusionnantes, le jour où un notaire certifiera que les conditions de l'article 279 de la Loi ont été remplies (à condition que ce jour intervienne au moins 30 jours après la date de publication au Mémorial du présent projet de fusion) (la «Date Effective»), et vis-à-vis des tiers, après la publication en vertu de l'article 9 de la Loi, du certificat établi par le notaire, à la demande de la Société Absorbante, constatant que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies.

4) D'un point de vue comptable, toutes les opérations des Sociétés Absorbées seront considérées comme des opérations de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2014.

5) Aucun des associés/actionnaires des Sociétés Fusionnantes ne dispose de droits spéciaux et les seuls titres en circulation dans les Sociétés Fusionnantes sont des parts sociales/actions.

6) Aucun avantage particulier n'est accordé aux membres des conseils ou aux réviseurs ou experts (dans la mesure où ils sont nommés) des Sociétés Fusionnantes.

7) Les associés de la Société Absorbante ont le droit de consulter au siège social de la Société Absorbante les documents mentionnés à l'article 267 paragraphe (1) a) et b) de la Loi, à savoir, (i) le projet commun de fusion et (ii), le cas échéant, les comptes annuels et les rapports annuels des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices comptables, pendant une période d'un mois à compter de la date de publication au Mémorial du présent acte. Tout associé peut recevoir sans frais une copie de ces documents, sur simple demande.

8) Un ou plusieurs associés de la Société Absorbante détenant au moins 5% des actions dans le capital souscrit de la Société Absorbante a/ont le droit, pendant la période prévue au point 7), de requérir la convocation d'une assemblée générale afin de statuer sur l'approbation de la fusion. Il est constaté qu'à la date des présentes, la Société Absorbante est détenue par trois associés.

9) Sauf décision contraire de l'assemblée générale, la fusion, tel qu'énoncé ci-avant, prendra effet à la Date Effective et entraînera ipso jure, tel qu'énoncé à l'article 274 de la Loi et au point 3) ci-dessus, à l'exception de l'article 274 paragraphe (1) b), les conséquences suivantes:

a) la transmission à titre universel, tant entre chaque Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de cette Société Absorbée à la Société Absorbante, notamment la propriété immobilière localisée dans la Ville de Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, appartenant à Luxstream, inscrite au cadastre comme suit:

Commune de Luxembourg, section HoF de Merl-Nord:

- Numéro 600/6093, lieu-dit "Bd Grande-Duchesse Charlotte", place (occupée) bâtiment à habitation, d'une contenance de douze ares 40 centiares

- Numéro 601/6095, même lieu-dit, place, d'une contenance de quatre ares 95 centiares.

b) les Sociétés Absorbées cesseront d'exister; et

c) l'annulation des parts sociales des Sociétés Absorbées détenues par la Société Absorbante.

10) Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés du fait de la fusion. Le capital social de la Société Absorbante ne sera pas augmenté du fait de la fusion.

11) La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner effet à la fusion aux transmissions à titre universel de l'ensemble du patrimoine actif et passif des Sociétés Absorbées.

12) Les mandats (i) des gérants de Chanel et (ii) des administrateurs et commissaires de Luxstream prendront fin à la Date Effective.

13) Les documents sociaux des Sociétés Absorbées seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant le délai prévu par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 271 paragraphe (2) de la Loi, le notaire soussigné atteste la légalité du présent projet de fusion établi conformément à la Loi.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties aux présentes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document au mandataire des personnes comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: M. SCHINNER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. LAC / 2014 / 18085. Reçu douze euros. € 12,-

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Référence de publication: 2014055135/184.

(140063936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Ravago LM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre Dame.

R.C.S. Luxembourg B 185.699.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty first day of March
Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

RAVAGO S.A., a company established under the Laws of Luxembourg having its registered office at L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre Dame.

Being represented by Ms. Flora Gibert, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company, which it declared to establish (the "Company").

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration.

1. Form, Name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated August 10, 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company exists under the name of "RAVAGO LM S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object. The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the realisation of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital

5. Capital. The subscribed capital is set at five million Euro (EUR 5,000,000.-), divided into five thousand (5,000) registered shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1,000) each.

6. Form of the shares. The shares are in principle in registered form, or in bearer form at the request of the shareholder (s) and subject to legal conditions.

7. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

8. Modification of capital - Limitation to the right to transfer the shares.

8.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

8.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III. - Directors, Board of directors, Statutory auditor

9. Board of directors or sole director.

9.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders. The board of directors consists of Class A directors and Class B directors.

9.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, the Board of Directors or the Sole Director shall appoint or confirm the appointment of its legal representative in compliance with the 1915 Law.

9.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

9.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

10. Meetings of the board of directors.

10.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

10.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

10.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

10.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

10.5 All decisions of the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

10.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

10.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

10.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

10.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by two Directors.

11. General powers of the board of directors.

11.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

12.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

13. Representation of the company. Towards third parties, barring special delegation by the board of directors, all acts not pertaining to the daily management of the Company and representing a commitment for the Company, such as but not limited to the purchase and sale of financial fixed assets, the granting of corporate guarantees, the incorporation of private or commercial companies, and powers of attorney regarding such acts shall be validly signed by two class A directors. Acts pertaining to the daily management of the Corporation shall be validly signed by two directors.

14. Statutory auditor. The accounts of the Company are audited by one or more statutory auditor appointed by the General Meeting or by the Sole Shareholder.

Chapter V. - General meeting of shareholders

15. Powers of the general meeting of shareholders.

15.1 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

15.2 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

15.3 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

15.4 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

15.5 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconférence or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

15.6 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

15.7 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of share capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

15.8 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement

16. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the last Tuesday of May, at 3 P.M., and for the first time in 2015.

17. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

18. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI. - Business year, Distribution of profits

19. Business year.

19.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on the December 31, 2014.

19.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

20. Distribution of profits.

20.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

20.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

20.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII. - Dissolution, liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

21.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

21.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VIII. - Applicable law

22. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed all the shares and has them paid up to 25%, by contribution in cash so that the sum of one million to hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about four thousand Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The above-named party, representing the entire subscribed capital has immediately passed the following resolutions:

1. The Company's address is set at L2240 Luxembourg, 16, rue Notre Dame
2. The following have been elected as Directors of the Company for a maximum period of six (6) years, their mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2019:

Class A Directors:

- Axel Roussis, born in Turnhout on the 27 May 1986, residing at 7/33 Leuvenstraat, B-2000 Antwerpen.
- Benoît Parmentier, born in Namur on the 14 June 1977, professionally residing at 16, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg.

Class B Directors:

- Benoit De Keijser, born in Antwerpen on the 26 July 1953, residing at 35 Zoerselbosdreef, B-2980 Zoersel.
 - Paul Depuydt, born in Brugge on the 14 September 1965, residing at 12 Goemaerelei, B-2018 Antwerpen.
3. The statutory auditor will be ERNST & YOUNG S.A., Independent Auditor, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach.

for a maximum period of six (6) years, its mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2019

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

La traduction française de ce qui précède suit:

L'an deux mille quatorze, le vingt et un mars

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

RAVAGO S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre Dame.

Etant représentée par Mme Flora Gibert, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, es-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer (la «Société»).

STATUTS

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «RAVAGO LM S.A.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

3. Objet. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital

5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à cinq millions d'Euros (EUR 5.000.000,-), divisé en cinq mille (5.000) actions nominatives d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000) chacune.

6. Nature des actions. Les actions sont, en principe, nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Modification du capital.

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III. - Administrateurs, Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

9. Conseil d'administration.

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non. Les administrateurs sont divisés en administrateurs de Classe A et Administrateurs de Classe B.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. Réunions du conseil d'administration.

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. Représentation de la société. Envers les tiers, sauf délégation spéciale du Conseil d'Administration, tout acte ne concernant pas la gestion quotidienne de la société et engageant la société, tel que mais non limité à l'achat et la vente d'actifs financiers immobilisés, l'octroi de garanties, la constitution de sociétés civiles ou commerciales, et les procurations concernant de tels actes seront valablement signées par deux administrateurs de classe A. Les actes concernant la gestion quotidienne de la société seront valablement signés par deux administrateurs.

14. Commissaire aux comptes. La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

16. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le dernier mardi du mois de mai, à 15 h 00 heures, et pour la première fois en 2015.

17. Autres assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

19. Année sociale.

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. Répartition des bénéfices.

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

21. Dissolution, Liquidation.

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII. - Loi applicable

22. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les cinq mille (5.000) actions et les libérer à concurrence de 25% par des versements en numéraire de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille Euro (1.250.000 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à quatre mille Euro.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 16 rue Notre Dame L-2240 Luxembourg
2. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs pour une période maximale de six (6) ans, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2019

Administrateurs de classe A:

- Axel Roussis, né à Turnhout le 27 mai 1986 demeurant au 7/33 Leuvenstraat, B-2000 Antwerpen.
- Benoît Parmentier, né à Namur le 14 juin 1977, demeurant professionnellement au 16, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg.

Administrateurs de Classe B:

- Benoit De Keijsers, né à Antwerpen le 26 juillet 1953, demeurant au 35 Zoerselbosdreef, B-2980 Zoersel.
 - Paul Depuydt, né à Bruges le 14 septembre 1965, demeurant au 12 Goemaerelei, B-2018 Antwerpen.
3. Est nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée de 2019, ERNST & YOUNG S.A., Réviseur d'Entreprises, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, le comparant prémentionné, connu par le notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F.GIBERT, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 25 mars 2014. Relation: LAC/2014/13708. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014046748/438.

(140053712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

DWS Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 25.754.

Die unten genannten Investmentfonds wurden zu den nachstehenden Terminen aufgelöst:

Europa Dynamic	30.09.2010
Prima 2010	30.04.2010
Prima 2010 Plus	30.07.2010
Government Bond Plus	12.03.2010
DWS Professional Cash (Eq)	12.03.2010
DWS Megatrends Vorsorge	26.02.2010
DWS Megatrends	26.02.2010
DWS Best Result Garant	18.02.2010

Die Liquidationsprozesse sind abgeschlossen. Die State Street Bank Luxembourg, in ihrer Funktion als Depotbank, hat das jeweilige Fondsvermögen an die Anteilhaber ausbezahlt. Es wurden keine Beträge an die Caisse de Consignation überwiesen.

Luxembourg, im April 2014.

Référence de publication: 2014056315/755/19.

Spinosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 69.720,00.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 146.834.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of February.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Erer Trust, a trust established under the laws of Cook Island, represented by Spring, Inc, a company limited by shares, having its registered office at 3/F, BCI House, building Portcullis TrustNet Limited, C1- PO BOX 208 Avarua, Rarotonga, registered with the Registrar of International and Foreign Companies under number 3220/97, hereafter named «the sole partner»

hereby represented by its director Mr. Pierre VALLA, companies' director, residing in Mamaroneck, 507 The Parkway, New York.

appearing herewith in person, has requested the notary to state as follows:

- That the société à responsabilité limitée, Spinosa S.à r.l., registered in the Luxembourg Register of Commerce under the section B and the number 146834, established with registered office at 50, rue Basse, L-7307 Steinsel,

hereafter named the Company,

has been incorporated on June 10th, 2009 according to a deed received by Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, deed published in Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations No 1378 of July 16th, 2009;

- That the articles of association of the Company have been amended latest on February 15th, 2013, according to a deed of the same notary, deed published in Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations No 399 of February 19th, 2013;

- That the share capital of the Company is established at EUR 69,720 represented by 150 shares with a nominal value of EUR 464,80 each;

- That the sole partner has acquired the totality of shares of the Company;

- That the Company's activities have ceased;

- That the sole partner decides in general meeting to proceed to the anticipated and immediate dissolution of the Company;

- That the here represented sole partner appoints Mr. Henri de Crouy-Chanel, born on March 29th, 1947, in Buenos Aires, professionally residing at 50, rue Basse, L-7307 Steinsel, as liquidator of the Company and acting in this capacity requests the notary to authenticate his declaration that all the liabilities of the Company have been duly identified and provisioned together with the liabilities in relation of the close down of the liquidation pursuant to a liquidator's report attached to the present deed;

- That the remaining net assets are ready to be paid to the sole partner;

- That the declarations of the liquidator have been verified, pursuant to a report that remains attached as appendix, by Mrs. Claudine DENIS-KAMINSKI, accountant, professionally residing at L-7307 Steinsel, 50, rue Basse, acting as "commissaire to the liquidation";

- That the liquidation of the Company is done and finalised;

- That full discharge is granted to the Company's Managers, the liquidator and the commissaire to the liquidation for their respective duties;

- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at the Company's former registered office;

The bearer of a copy of the present deed is granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

Drawn up, in Luxembourg, on the date named at the beginning of the presents.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read in the language of the representative of the person appearing known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Follows the translation in French: / Suit la traduction française:

L'an deux mil quatorze, le douze février.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Erer Trust, un trust établi sous les lois des Iles Cook, représenté par Spring, Inc, une company limited by shares, établie et ayant son siège social à 3/F, BCI House, bâtiment Portcullis TrustNet Limited, C1- PO BOX 208 Avarua, Rarotonga, inscrite au Registrar of International and Foreign Companies sous le numéro 3220/97

ci-après nommé «l'associé unique»,

ici représenté par son directeur Monsieur Pierre VALLA, directeur de sociétés, demeurant à Mamaroneck, 507 The Parkway, New York.

Lequel comparant a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée Spinosa S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 146.834, établie et ayant son siège social au 50, rue Basse, L-7307 Steinsel,

ci-après nommée la "Société",

a été constituée le 10 juin 2009 aux termes d'un acte reçu par le notaire Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1378 du 16 juillet 2009;

- Que les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 15 février 2013 aux termes d'un acte du même notaire, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 399 du 19 février 2013;

- Que le capital social de la Société est fixé à EUR 69.720, représenté par 150 parts sociales d'EUR 464,80 chacune;

- Que l'associé unique s'est rendu propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme associé unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'associé unique désigne Monsieur Henri de Crouy-Chanel, né le 29 mars 1947 à Buenos Aires, demeurant professionnellement à L-7307 Steinsel, 50, rue Basse, comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est dûment identifié et provisionné ainsi que le passif en relation avec la clôture de la liquidation au vu d'un rapport de liquidation joint en annexe au présent acte;

- Que l'actif restant sera versé à l'associé unique;

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par Madame Claudine DENIS-KAMINSKI, comptable, demeurant professionnellement au L-7307 Steinsel, 50, rue Basse, désignée "commissaire à la liquidation";

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants, au liquidateur et au commissaire à la liquidation de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société;

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Lecture faite en langue du pays au représentant du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Valla et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 février 2014. LAC/2014/8041. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2014.

Référence de publication: 2014033151/105.

(140037084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

H.O.T. (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 107.247.

Conformément à l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la Société tenue le 21 février 2014, il est porté à la connaissance des tiers le changement suivant de gérants:

- La démission de Mr. Gérald J. RUBIN, gérant de classe A, avec adresse professionnelle 801, River Oaks Drive, 79912 El Paso, Texas, Etats-Unis;

- La nomination de Mr. Thomas BENSON, gérant de classe A, avec adresse professionnelle au 637 Rosinante Road, TX 79931-0427 El Paso, Etats-Unis.

Ainsi le nouveau conseil de gérance de la Société est le suivant:

- Mr. Thomas BENSON, gérant de classe A;

- Mr. Vincent D. CARSON, gérant de classe A;

- Mr. Matthijs BOGERS, gérant de classe B; et

- Mr. Julien FRANCOIS, gérant de classe B.

Luxembourg, le 21 février 2014.

Pour extrait sincère et conforme

H.O.T. (Luxembourg) S.à r.l.

Représenté par M. Julien FRANCOIS

Gérant de classe A

Référence de publication: 2014031124/24.

(140034373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.